

DÉPARTEMENT
DE LA MOSELLE
ARRONDISSEMENT
DE SARREGUEMINES
CANTON DE
ROHRBACH LES BITCHE

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ARRÊTÉ DU MAIRE
RELATIF À LA LUTTE
CONTRE LES BRUITS DE VOISINAGE

LE MAIRE DE BINING

REÇU À LA SOUS-PREFECTURE
DE SARREGUEMINES, le

06 AOUT 2001

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1, L.2, L.48 et R. 48-1 à 48-5

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2542-4 et L.2542-10

Vu le Code Pénal, et notamment les articles R.131-13 et R.623-2

Vu la loi n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le Code de la Santé Publique,

Vu le décret n°95-409 du 18 avril 1995, pris en application de l'article 21 de la loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et relatif aux agents de l'Etat et des communes commissionnés et assermentés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions relatives à la lutte contre le bruit.

Vu l'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage,
Vu la circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage,

ARRÊTE

Article Premier

Afin de protéger la santé et la tranquillité publique, tout bruit gênant causé sans nécessité ou dû à un défaut de précaution est interdite de jour comme de nuit.

BRUITS DE VOISINAGE NE PROVENANT PAS D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

Article 2

Sur la voie publique et dans les lieux publics ou accessibles au public, sont interdits, de jour comme de nuit, les bruits gênant par leur intensité, leur durée ou leur répétition quelle que soit leur provenance, tels que ceux produits par:

- des réparations ou réglages de moteurs, à l'exception des réparations de courte durée permettant la remise en service d'un véhicule immobilisé par une avarie fortuite en cours de circulation.
- l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore
- l'utilisation de pétards ou autres pièces d'artifice
- les cris, chants et messages de toute nature.

Article 3 :

Des dérogations individuelles ou collectives aux dispositions de l'article 2 pourront être accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que manifestations culturelles, sportives, fêtes et dispositions.

La fête nationale du 14 juillet, le Jour de l'an, la fête de la musique et la fête votive annuelle de la commune concernée font l'objet d'une dérogation permanente.

Article 4 :

Les travaux de bricolage ou de jardinage réalisés par des particuliers à l'aide d'outils ou d'appareils susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore, tels que tondeuses à gazon, tronçonneuses, perceuses, raboteuses, scies électriques, ne peuvent être effectués que :

- les jours ouvrables de 8h30 à 12h et de 13h30 à 20h
- les samedis de 8h30 à 12h et de 13h30 à 19h.
- les dimanches et jours fériés de 10h à 12h.

Article 5 :

Les éléments et équipements des bâtiments doivent être maintenus en bon état de manière à ce qu'aucune diminution anormale des performances acoustiques n'apparaisse dans le temps ; le même objectif doit être appliqué à leur remplacement. Les travaux ou aménagements, quels qu'ils soient, effectués dans les bâtiments ne doivent pas avoir pour effet de diminuer sensiblement les caractéristiques initiales d'isolement acoustique des parois.

Article 6 :

Les occupants des locaux d'habitation ou de leurs dépendances sont tenus de prendre toutes précautions utiles pour éviter de gêner le voisinage par des bruits émanant de ces locaux.

Article 7 :

Les propriétaires d'animaux, en particulier de chiens, ou toute autre personne qui en a la garde, sont tenus de prendre toutes mesures propres à éviter une gêne pour le voisinage.

Article 8 :

Les infractions aux articles 2, 4, 5, 6 et 7 du présent arrêté sont sanctionnées, sans recourir à une mesure acoustique préalable, dès lors que le bruit causé est de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité.

Le fait de faciliter sciemment, par aide ou assistance, la préparation ou la consommation de ces infractions constitue une infraction de même type.

**BRUITS DE VOISINAGE RESULTANT D'ACTIVITES PROFESSIONNELLES, CULTURELLES,
SPORTIVES ET DE LOISIRS.**

Article 9 :

Toute personne utilisant dans le cadre de ses activités professionnelles, à l'intérieur de locaux ou en plein air, sur la voie publique ou dans les propriétés privées, des outils, appareils ou autres engins, de quelque nature qu'ils soient, susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore ou des vibrations transmises, doit interrompre ses travaux entre 12 h et 13 h et toute la journée les dimanches et jours fériés sauf cas d'intervention urgente.

Sans préjudice des autorisations requises par d'autres réglementations, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées par le Maire s'il s'avère nécessaire que les travaux considérés sont effectués en dehors des heures et jours autorisés à l'alinéa précédent.

Article 10 :

Les propriétaires, directeurs ou gérants d'établissements ouverts au public, tels que cafés, bars, restaurants, doivent prendre toutes les mesures utiles pour éviter que la musique diffusée dans leur établissement, et tous autres bruits, ne s'entendent à l'extérieur et incommode ou troublent la tranquillité du voisinage.

Les cris et tapages nocturnes, notamment à la sortie des spectacles, bals ou réunions, sont interdits.

Les responsables des activités culturelles, sportives et de loisirs, organisées de façon habituelle ou soumise à autorisation, ainsi que les responsables de manifestations commerciales occasionnelles (lesquelles devront également faire l'objet de demandes de dérogation comme prévu à l'article 3 du présent arrêté), prendront également toute précaution pour éviter de gêner le voisinage par des bruits occasionnés lors de ces activités.

Article 11 :

Les infractions aux articles 9 et 10 du présent arrêté seront sanctionnées si l'émergence de bruit perçue par autrui est supérieure aux valeurs limites admissibles définies par l'article R. 48-4 du Code de la Santé Publique (Décret n°95-408 du 18 avril 1995) et si, lorsque l'activité est soumise à ces conditions d'exercice fixées par les autorités compétentes, la personne qui est à l'origine de ce bruit n'a pas respecté ces conditions.

Article 12 :

Le Maire, le chef de la brigade de gendarmerie et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles, et dont ampliation sera transmise à Madame le Préfet du département de la Moselle

Transmis pour contrôle de légalité
le 01 août 2001
Publié le 01 août 2001

Fait à BINING le 01 août 2001

Le Maire

